

La transition démocratique et la question du pétrole

PAR ELY OULD NAYA, JOURNALISTE

Nous savons déjà, depuis quelques années que la Mauritanie recèle d'énormes réserves en hydrocarbures (pétrole et gaz). Nous savons également que l'ancien régime, faute d'expérience, en la matière peut-être, avait bradé notre pétrole avec la scandaleuse transaction de STERLING ENERGY.

Il y a lieu de rappeler ici qu'argument du premier ministre du pétrole mauritanien, Monsieur Zeydane Ould Hmeida était que la Mauritanie se trouvait devant l'incapacité de mobiliser les fonds nécessaires à sa participation à l'exploitation du puits Chinguitti, lequel argument est ridicule parce que n'importe quel Etat aussi moribond soit-il, est toujours capable de réunir ce financement. Mais il a été établi que la réalité était toute autre.

En effet, le but recherché était très loin de trouver une solution pour sauver la Mauritanie, mais surtout de créer les moyens adéquats pour brader notre pétrole contre des commissions juteuses, au premier ministre mauritanien du pétrole Monsieur Ould Hmeida et ses acolytes intermédiaires hommes d'affaires mauritaniens et koweïtiens. Quelle facilité de gagner de l'argent sur le dos de toute une Nation ! Mais le citoyen mauritanien demande aujourd'hui des comptes sur cette affaire dont les auteurs et leurs complices sillonnent aujourd'hui les rues de Nouakchott en toute tranquillité, comme si de rien n'était, pire encore le président de cette fameuse STERLING ENERGY, vient d'être reçu ces derniers jours par le président du CMJD.

La question qui est également posée dans tous les foyers est de savoir si le pétrole va avoir le même destin désastreux que celui des pêches et des mines. L'on n'a pas besoin, en effet, d'être expert pour savoir qu'avec une population de 3.000.000 d'habitants et les riches-

ses aussi variées que nous possédons, que notre pays aurait dû être l'un des plus prospères du monde. L'obstacle majeur qui se dresse obstinément devant le développement du pays reste le manque de ressources humaines fiables, c'est-à-dire, des hommes compétents et surtout capables de faire la distinction entre leurs propres poches et la chose publique. La Mauritanie a aussi besoin d'une bourgeoisie animée d'un patriotisme ne serait-ce que partiel.

Des hommes d'affaires sans civisme ni moralité peuvent conduire un pays tout entier vers la ruine le plus totale et nous avons l'exemple le plus vivant du Nigeria et de la Guinée dans leurs phases respectives d'exploitation de leurs richesses naturelles (pétrole, bauxites, forêts, pêches, café, etc.) qui sont entre les mains d'une poignée d'étrangers.

Puisque le mal est à demi fait, il n'est pas trop tard de limiter les dégâts au moment où la Mauritanie est entrain de respirer l'air de la justice, de la démocratie et de la transparence. Le moment est venu de rappeler aux officiers qui nous dirigent aujourd'hui, qu'ils doivent prendre toutes les mesures juridiques coercitives pour protéger les intérêts et les biens du peuple mauritanien en limitant les compétences et les activités des sociétés pétrolières étrangères.

Le pétrole appartient à la Mauritanie et le gouvernement de la transition doit le gérer et en décider et non WOODSIDE et compagnie qui exploitent ou explorent actuellement nos sites off-shore.

Si de telles mesures ne sont pas prises à temps, se seront les sociétés étrangères qui finiront par nous commander. Chaque mauritanien est interpellé par cette éventualité pour faire éviter au pays un autre scandale STERLING ENERGY.

Aujourd'hui, tous les yeux sont tournés vers les champs pétrolifères de

Chinguitti, Taoudani, Ouleta, de Banda et du Pélican. Chinguitti, à lui seul, va produire à partir de mars prochain 75.000 barils par jour sur une période de 10 ans et au fur et à mesure qu'on développe l'exploitation des autres champs.

Chaque mauritanien est en droit de recevoir une part de manne pétrolière. Mais la crainte reste grande quant à la possibilité de voir un réseau mafieux se constituer de nouveau. Pour éviter une telle éventualité catastrophique pour la Mauritanie et ses générations futures, il faut que le ministre du Pétrole et ses collaborateurs soient responsables devant le peuple mauritanien pour l'ensemble de leurs activités, lesquelles activités doivent être rendues publiques puisqu'il s'agit bien de la chose publique.

Deux volets non moins importants doivent être considérés au plus haut point par le gouvernement de la transition qui doit les gérer sensiblement avec les sociétés étrangères de pétrole : il s'agit de l'immigration et la protection de l'écosystème marin.

S'agissant du premier, nous savons déjà que tout pays producteur de pétrole devient l'objet de convoitise de la part des populations étrangères venant des Etats-Unis d'Amérique jusqu'au Bangladesh.

Il est certain que la Mauritanie est prise en tenaille par l'Afrique du Nord et celle du Sud du Sahara. Tout en sachant que nous avons nos propres chômeurs, l'exploitation de l'or noir va devoir faire appel à une main d'œuvre qualifiée que nous n'avons pas. Feut-il que l'administration mauritanienne soit capable de gérer le besoin vital des sociétés pétrolières en matière des ressources humaines et le danger que constituera le flux migratoire pour la Mauritanie. Qui dit présence de population étrangère, dit menace à nos mœurs et valeurs déjà en voie d'extinction.

L'exploitation du pétrole off-shore constitue aussi une menace catastrophique permanente pour l'environnement. Nous sommes un pays ayant les côtes les plus poissonneuses du monde et nos ressources ichthyologiques sont des plus variées. Si les réserves de pétrole sont limitées avec les quantités bien connues, les ressources halieutiques quant à elles sont renouvelables et génèrent des emplois et des grandes réserves financières si elles sont rationnellement gérées.

Puisque le choix entre l'or bleu et l'or noir ne peut plus être fait, il faut au moins tout faire pour limiter les méfaits qui sont inévitables (disparition d'espèces de poisson, pollution du milieu marin par les déchets des hydrocarbures entre autres et les essais sismiques).

Les sociétés de pétrole commencent déjà à nous marteler avec des arguments peu rassurants sur la non nocivité de leurs activités off-shore. Elles vont même jusqu'à avancer des chiffres pour financer la protection de l'écosystème. Mais il s'agit ici du déjà vu.

Au Nigeria, les sociétés pétrolières alloueraient des milliards de dollars pour la protection de l'environnement mais ces montants n'ont jamais été utilisés à cette fin à cause de la corruption qui ronge ce pays, pourtant quatrième producteur mondial de pétrole. Alors que dire de la Mauritanie qui ne produira pour l'instant que 75.000 barils/jour.

Le citoyen mauritanien est en droit de se demander aussi pourquoi les prix du gaz et du carburant ne connaîtront pas de baisse après l'exploitation imminente du pétrole. Bizarre non !

A quoi ce sert d'avoir du pétrole si nous n'avons pas les moyens de profiter de ses dérivés ? Le débat sur le pétrole mauritanien ne fait que commencer...